



IMPOSONS UN AUTRE AVENIR

Résolution adoptée au congrès extraordinaire de l'Union syndicale Solidaires de Saint-Denis

La situation ouverte par la crise mondiale de la Covid-19 a des répercussions énormes. Ces conséquences, pas encore toutes connues, aggravent les crises sociales, économiques, écologiques et démocratiques. Tout cela à l'échelle internationale. La nécessité pour les bourgeoisies de restaurer les taux de profit conduit d'ores et déjà à une amplification des politiques antisociales avec, comme corollaire, des inflexions de plus en plus nettes vers l'autoritarisme. Nous sommes en première ligne sur nos lieux de travail et dans notre quotidien face aux impacts économiques, écologique et sociaux de la crise sanitaire.

La situation actuelle a souligné des questions de fond. Un questionnement de fond se développe dans la société et le monde du travail sur les politiques menées depuis des décennies : mondialisation capitaliste, surproduction provoquant l'effondrement écologique et crise climatique, politiques de libéralisation et de privatisation, inégalités de genre et inégalités en tout genre, injustice sociale, toutes les sortes de discriminations, répression et autoritarisme... et les réponses à apporter : rôle de l'État, auto-organisation, autonomie productive des territoires, réaffirmer le rôle des services publics, les étendre, leur donner tous les moyens utiles et lutter contre inégalités d'accès, soutenir l'hôpital public et l'accès aux soins alors que la Covid-19 a mis en évidence l'état de délabrement des systèmes sanitaire, social et médico-social.

Chacun·e, dans son quotidien, a pu ressentir l'importance des questions économiques, sociales et écologiques. C'est aujourd'hui que la transformation sociale portée par Solidaires depuis son origine pourrait prendre encore plus de sens pour une partie croissante de la population.

Pour l'Union syndicale Solidaires il a toujours été hors de question de rester « spectatrice » et

d'attendre que gouvernements, partis politiques ou lobbies industriels et bancaire nous disent quoi faire pour imposer une nouvelle fois leurs visions. Nous agissons en tant que travailleuses et travailleurs, organisés, nous avons des avis et des solutions à porter. Notre union syndicale est un outil de défense des travailleur-euses et qui permet de porter des alternatives concrètes pour l'ensemble de toute la société.

Les périodes précédentes ont montré nos limites et nos difficultés, l'importance de travailler avec d'autres, de renouveler nos pratiques, nos alliances, et l'impératif de toucher une plus grande partie de la population. Une nouvelle période s'ouvre, dans la continuité des luttes et des mouvements sociaux massifs menés depuis 2016 (mobilisations : pour le droit du travail pour les services publics et la fonction publique, pour l'hôpital public et la santé, « Gilets Jaunes », féministes, écologistes, pour nos retraites, contre les violences policières, antiracistes...) qui ont posé en toile de fond les questions de l'égalité réelle, de la justice et de la démocratie. La mobilisation de l'hiver 2019-2020 pour nos retraites a remis en avant le syndicalisme de lutte et ses formes d'action comme acteur central dans la résistance aux politiques capitalistes. Ce conflit interprofessionnel a été initié par l'intersyndicale à la RATP, rejoint par la fédération SUD-Rail puis par des appels sectoriels, interprofessionnel et confédéraux qui se sont multipliés. D'autres luttes sectorielles sur les conditions de vie au travail, la défense des emplois et des augmentations de salaires ont aussi compté. Dans la période de confinement ce syndicalisme d'action et de lutte a révélé encore une fois toute son utilité en continuant de mettre à disposition son cadre collectif permettant de maintenir le lien entre les salarié·e·s et de défendre leurs revendications de santé au travail ; il a notamment rappelé les armes dont dispose le ou la salarié·e avec le droit de grève, le droit de retrait et droit d'alerte. Il a prouvé sa capacité à s'adapter au contexte inédit, à appuyer ces salarié·e·s et maintenir les potentialités de luttes.

Le pire est devant nous si nous ne passons pas à l'offensive. Nous subissons une hausse massive du chômage, de précarisation des emplois, d'attaque sur les droits sociaux et de la pauvreté. Les capitalistes vont vouloir nous faire éponger la crise économique en nous imposant notamment des mesures de « sacrifices » des « plans d'austérité »... le tout couronné d'autoritarisme et de violence d'Etat pour protéger l'ensemble... Notre courant syndical a toute sa place dans la lutte pour mettre fin à ce système qui n'a rien d'inéluctable. Y compris en mettant en évidence les articulations entre la thématique des licenciements et

- La diminution du temps de travail
- Les réformes de l'assurance chômage et de la formation professionnelle
- La précarisation du contrat de travail.

Macron avait promis un "monde d'après" échappant en partie aux griffes du marché. Nous ne pensons pas que la situation ait modifié les choix idéologiques de celles et ceux qui nous dirigent. Par contre une partie plus importante de la population est disposée à écouter, critiquer et peut-être, à suivre d'autres propositions, et à les essayer. La question est de savoir comment transformer les inquiétudes, l'indignation ou la révolte en un rapport de force gagnant, sachant que la lutte contre le projet de loi sur les retraites ou avant elle celle contre les lois Travail sont là pour nous rappeler que le lien entre le désaccord et la mobilisation ne sont pas automatiques. Pour l'heure, le « monde d'après » ressemble furieusement au monde d'avant... En pire !

AU MIROIR DE LA CRISE SANITAIRE

Le Covid est à la fois un révélateur et un accélérateur de la crise économique, sociale, écologique et démocratique. La situation a mis en évidence un certain nombre d'éléments :

Le productivisme et la nécessité de croissance intrinsèque au capitalisme sont les moteurs dans la destruction de la planète. Ils portent une responsabilité forte dans la diffusion de maladies. En détruisant les écosystèmes et leurs équilibres, ils favorisent également le passage de maladies des animaux aux humains (notamment par le développement de terres cultivées ou constructibles qui empiètent de plus en plus sur des zones jusqu'ici épargnées). L'exploitation capitaliste de la main d'œuvre et du milieu naturel de par le monde multiplie la circulation superflue et intensive de marchandises qui favorisent la propagation des maladies.

Dans un contexte de guerre économique et de réduction des coûts de production, l'organisation internationale de la production et la division internationale du travail nourrissent plus qu'hier les inégalités empêchant le plus grand nombre d'accéder aux produits de première nécessité et de vivre dans des conditions dignes. Enfin, elle contribue au réchauffement climatique et à la multiplication des transports de personnes et de marchandises.

L'urgence sanitaire, particulièrement aiguë, a mis en lumière l'incapacité du système à répondre aux besoins vitaux de la population. La logique du profit maximum, qui se traduit notamment par une gestion à court-terme et à flux tendu, mène à l'incurie. En France, la destruction des stocks de masques, la délocalisation de leur fabrication, la fermeture d'unités de productions aggravées par l'absence d'anticipation dans l'achat de nouveaux masques, ont dans un premier temps entraîné le gouvernement à communiquer sur l'inutilité du port du masque. Il a couvert sa gestion désastreuse, au risque de sacrifier notamment les personnes les plus âgées et les personnels les plus exposés. Il en a ensuite imposé l'usage une fois l'approvisionnement rétabli. Cette gestion catastrophique par le pouvoir, associant incompetence et mensonges, n'est pas pour rien dans le développement des différentes théories complotistes, qui étaient déjà alimentées par le discrédit croissant des gouvernements, ainsi que par la dépendance de la recherche médicale vis-à-vis de grands groupes capitalistes. Un développement qu'il ne faut d'ailleurs pas prendre à la légère, puisque les théories du complot sortent de la relative confidentialité dans laquelle elles étaient confinées, pour toucher jusqu'à nos milieux.

La crise a également montré les limites de la crédibilité de l'expertise publique lorsqu'elle est soumise à des intérêts financiers, lorsqu'elle est exercée par des individus et non par l'ensemble de la communauté. Le triste spectacle des batailles de « chercheurs » qu'il nous a été donné de contempler est caractéristique des dérives de l'individualisation de la recherche, sacrifiant la déontologie et l'intégrité scientifique à la précipitation et au discours publicitaire dans une course effrénée à la notoriété et aux financements. Le travail de fond de la communauté scientifique s'en est trouvé masqué et dégradé.

La question de la détention, du contrôle et de la gestion, par les salarié·e·s et la population, des infrastructures, des outils de production et des services essentiels au fonctionnement de la

collectivité est posée (ou reposée) de manière plus visible. La socialisation (quelle que soit l'échelle, européenne, nationale, régionale, locale...) des services publics notamment est une réponse sans doute plus audible aujourd'hui qu'hier.

La situation de la santé publique est révélatrice du sort fait à l'ensemble des services publics, confrontés à des restrictions budgétaires, des privatisations, des suppressions d'emploi et des externalisations. Ce qui a été mis en lumière, c'est que la dégradation du service public de santé coûte des vies (du fait notamment de la suppression d'un nombre très importants de lits et d'effectifs ces dernières années).

La crise aura aussi posé la question mis en évidence le rôle des salarié·e·s assurant les activités essentielles. Les travailleuses et travailleurs qui se sont retrouvées en premières lignes pour le "bien commun" en assurant des services fondamentaux, les "premier·es de corvée", sont aussi celles et ceux, en particulier les femmes et les racisé·e·s, qui sont très souvent dans des emplois sous-payés, qui subissent la précarité et qui ne peuvent télétravailler.

L'improvisation à marche forcée et massive du "télétravail" bouscule l'organisation, casse les collectifs de travaux, complique la défense des salarié·es et peut devenir un piège. Bien que séduisante pour de nombreux travailleur·euse·s, cette nouvelle forme de travail comporte des dangers qui ne sont pas encore tous appréhendables et entraîne de nombreuses régressions en matière de droit du travail (temps, congés...). C'est, de fait, un changement majeur dans la structure d'un salariat déjà en partie atomisé par les fermetures massives de grandes unités de production, la multiplication des statuts et le développement de la précarité.

Les femmes se sont retrouvées en première ligne dans le travail pour continuer à faire vivre la société. La double discrimination dont elles sont victimes entre foyer et travail a été aggravée par la période de confinement.

Les violences conjugales et intrafamiliales se sont multipliées lors du confinement, indiquant un peu plus la gravité et l'ampleur de celles-ci. C'est aussi le cas des violences LGBTIphobes.

La vie quotidienne des personnes en situation de handicap s'est fortement dégradée, du début de la période du confinement à celle actuelle de distanciation sociale, avec un isolement contraint, des aidants familiaux et professionnels sans appui. Par exemple, il a fallu des semaines pour que le confinement soit allégé pour les personnes autistes, et on vient tout juste de trouver la solution des masques transparents pour les malentendant/es.

Le racisme structurel, lié notamment à l'histoire coloniale, est un élément à prendre en compte pour comprendre la façon dont des territoires ou des populations sont délaissés par l'Etat entraînant des conséquences désastreuses pour les populations. C'est une évidence dans des DOM comme La Guyane ou Mayotte, ce qui démontre, s'il en était besoin, que leur statut de « départements » ne contredit pas les liens coloniaux avec la métropole. Mais cela concerne également des territoires métropolitains comme la Seine-Saint-Denis, où une auto-organisation à la base (distribution de colis alimentaires à des habitant·e·s totalement démun·e·s) a partiellement pallié l'inaction de l'Etat, ce dernier dépensant plus d'énergie à stigmatiser les

habitant·es des quartiers populaires. Une position gouvernementale d'autant plus insupportable que, si certains territoires étaient particulièrement touchés, c'était en grande partie liée au fait que leur population était en première ligne au travail, et qu'elle est de surcroît concernée au premier chef par le mal logement.

Les crises climatiques et écologiques n'ont pas disparu malgré un répit de courte durée dû à la diminution de la production mondiale de biens et à la baisse des échanges et de la consommation énergétique. Les politiques et pratiques productivistes du patronat et du gouvernement vont à l'encontre des changements et des ruptures nécessaires, comme le montre les renoncements actuels concernant des propositions de la convention citoyenne pour le climat.

Nous savons depuis longtemps que les nouvelles technologies sont des outils qui peuvent servir à la surveillance, au contrôle de masse et à la répression politique et syndicale à travers le monde : un nouveau cap a été franchi au nom de la crise sanitaire avec l'utilisation par certains états d'applications de traçage individuel, par la persuasion ou la contrainte.

L'application des mesures sanitaires sur la voie publique a été l'occasion de nouvelles violences policières. L'autoritarisme a trouvé un terrain favorable à son développement. Le déconfinement a été rythmé par des démonstrations de force de policier·es soucieux/euses de maintenir leur impunité par la répression brutale notamment des manifestations partout dans le pays.

Le pouvoir veut profiter de la crise sanitaire pour s'attaquer aux droits des travailleuses et des travailleurs : santé, droit du travail, libertés démocratiques individuelles et collectives. La priorité du patronat et donc du gouvernement est de relancer l'économie capitaliste coûte que coûte.

L'Etat distribue toujours plus "d'aides" aux grandes entreprises sans contraintes, contreparties ni contrôle quant au maintien de l'emploi, de la transition écologique ou le non-versement de dividendes. Le versement des dividendes aux actionnaires n'est jamais entravé.

Les principes de socialisation des pertes et de privatisation des profits guident toujours les gouvernants.

Tout cela sur fond de globalisation, financiarisation, affaiblissement et marchandisation des services publics et des systèmes de protection sociale et hausse des inégalités. Les services publics disparaissent physiquement et sont de plus en plus remplacés par de « l'e-administration » sans se soucier des nouvelles fractures sociales qui en découlent.

La crise a mis en avant la « fracture numérique » et les différences d'environnement familial dans l'accompagnement des élèves, révélant une véritable discrimination de fait.

Mais la période a aussi vu des luttes, parfois victorieuses, pour protéger la santé des travailleurs/ses et pour obliger les patrons à prendre les mesures de protection nécessaires. Elle a aussi vu le développement d'actions de solidarité à la base, auto-organisées, dans les quartiers populaires. La lutte exemplaire des travailleurs sans-papiers de l'agence Chronopost

d'Alfortville, dans laquelle notre union syndicale a pris toute sa place, est un exemple de forme que peut prendre la lutte antiraciste sur les lieux de travail. Des salariés parmi les plus exploités et le plus opprimés ont bataillé contre des conditions de travail indignes, du fait de leur situation d'extrême précarité. En luttant pour leurs droits, et en gagnant, ils ont montré, de la meilleure des manières, que la lutte contre le dumping social ne se menait pas par le protectionnisme ou la fermeture des frontières, mais bien par la lutte des premier·e·s concerné·e·s.

L'accentuation de la crise s'exerce aussi sur le terrain des relations internationales. L'aggravation de la crise économique exacerbe les contradictions et les tensions entre les différentes grandes puissances (Etats-Unis, Chine, Russie...). Par ailleurs, les dépenses militaires ont atteint leur plus haut niveau depuis la fin de la guerre froide. Dans ce contexte, il n'est pas impossible d'imaginer le passage d'affrontements économiques à des conflits ouvertement armés entre ces pays.

Avant même la pandémie, nombre d'indicateurs économiques permettaient d'envisager d'une crise majeure, sans doute même plus profonde que celle de 2008, avec, en ligne de mire, de nouvelles politiques d'ajustements structurels afin de faire payer, une fois de plus, la note aux travailleuses et aux travailleurs. Dans le même temps, nous avons assisté à un renouveau des révoltes et des mouvements de masses à l'échelle internationale. Ces mobilisations des fractions les plus pauvres des peuples sont le signe d'une nouvelle phase de contestation du néolibéralisme, après celles des années 90 et 2000.

UN PLAN D'URGENCE UNITAIRE POUR LA SORTIE DE CRISE SOCIALE ET ECOLOGIQUE

L'Union syndicale Solidaires dispose d'un cahier revendicatif qui continue d'être enrichi, affiné et actualisé de congrès en congrès. Il va être revu d'ici le congrès du printemps 2021. Il intègre tant des mesures immédiates, pour répondre à la situation actuelle, que des mesures à plus long terme. L'ensemble se situe dans la construction du rapport de forces permettant une profonde transformation sociale.

En outre un travail revendicatif unitaire, "le plan de sortie de crise" construit dans le cadre du Collectif Urgence Sociale et Ecologique (CUSE), dans lequel Solidaires s'est particulièrement impliquée, a été signé par des syndicats et associations du mouvement social en mai 2020. Les axes revendicatifs sont en annexe de la présente résolution, l'intégralité du plan est disponible ici :

<https://solidaires.org/Plus-Jamais-ca-34-mesures-pour-un-plan-de-sortie-de-crise>

L'Union syndicale Solidaires le porte et le défend.

Ce plan aborde la question du travail, de son partage et la réduction de sa durée hebdomadaire (32h), sans perte de salaire ni flexibilisation, de la répartition des richesses et des inégalités de revenus, de la justice sociale et fiscale, de la dette et du refus de l'austérité, du développement des services publics, de l'interaction travail/environnement, des biens communs, de la relocalisation, de la création massive d'emplois, de la transition écologique et de la façon de financer l'ensemble, tout cela dans une perspective de solidarité internationale. Il peut servir de point de repère unitaire pour engager des démarches, des discussions et des actions communes à toutes nos échelles d'interventions syndicales. Il n'est pas exhaustif, le travail en commun doit être poursuivi pour le compléter sur les questions d'oppression et de discriminations (racisme, violences policières, sexisme, âgisme, validisme...).

Une des priorités de l'Union syndicale Solidaires est de populariser l'idée que des alternatives aux mesures portées par le gouvernement et le patronat existent pour répondre globalement à la crise qui a commencé. Le plan doit se décliner dans nos différents secteurs professionnels et nos structures locales. Nous pouvons le faire résonner et l'enrichir avec des revendications sectorielles ou territoriales spécifiques. Nous échangerons sur ces questions avec nos partenaires de différents collectifs et associations, et du réseau international de solidarité et de luttes.

Dans la mesure 9, on peut lire : "Pour permettre à chacun·e d'avoir accès à un minimum décent, il est nécessaire de poser des limites à l'inégalité des revenus, donc d'instaurer un plafonnement des salaires et des revenus et de fixer un écart maximum entre le plus haut salaire et le salaire minimum, prenant en compte le salaire médian ; l'écart doit être rendu public et faire l'objet d'un débat démocratique." La position de l'Union jusqu'à aujourd'hui de l'Union était "la réduction de l'échelle des salaires : de 1 à 20 pour aller de 1 à 10". Solidaires revendique également un smic à 1 700 euros net mensuels (ce qui est par ailleurs porté dans le plan : pas de salaire inférieur à 1 700 euros nets). Cette proposition permettrait une réduction des écarts de salaires.

Un plan sans stratégie pour gagner ne serait qu'un affichage. Notre analyse de l'histoire, de la lutte des classes et du fonctionnement actuel de la société montre qu'un rapport de force conséquent de gagner sur est indispensable au succès de nos revendications et notre projet : nous n'attendons pas d'un gouvernement qu'il prenne "gentiment" les bonnes mesures.

Il est vital aujourd'hui de porter un projet collectif, de progrès social pour répondre à la crise, au risque de voir l'extrême-droite continuer à prospérer. Nous prenons au sérieux le fait que le Rassemblement National soit en capacité de gagner la présidentielle en 2022. Notre lutte antiraciste et antifasciste fait partie de nos valeurs et nous continuerons de montrer aux travailleuses et aux travailleurs en quoi l'extrême-droite et son projet de société sont nos ennemis mortels. Pour autant, nous ne sommes pas dupes de la façon dont le pouvoir macroniste polarise le débat avec l'extrême-droite pour se présenter en unique rempart.

NOS REVENDICATIONS PRIORITAIRES

La nécessité d'en finir au plus tôt avec le capitalisme : Aucune des luttes sociales que nous menons sans relâche, contre les inégalités, contre les discriminations, pour la préservation de la planète, ... ne pourra aboutir durablement dans un contexte capitaliste.

Outre le plan de sortie de crise, l'Union syndicale Solidaires va défendre en priorité dans la période

- La reconversion écologique et sociale

Une reconversion écologique et sociale des activités en transformant nos modes de production, de mobilité et de consommation. Dans le travail que nous devons amplifier, il est nécessaire de lier la politique transports avec l'énergie et l'aménagement du territoire dans le cadre d'un véritable pôle public des transports écologiques.

Afin de créer les conditions permettant de tenir les objectifs de la politique des transports écologiques, il nous faut :

- Imposer des évolutions législatives nécessaires pour permettre la transition exigée par la politique des transports écologiques (financement des modes à développer, interdiction de certains types de transport, par exemple : aérien métropolitain, transit routier de marchandises...)
- Garantir la reconversion et l'emploi des travailleuses et des travailleurs des secteurs concernés
- Faire évoluer les infrastructures de transport en faveur des modes doux et des transports collectifs pour les voyageurs et en faveur du ferroviaire et du fluvial pour les marchandises en évitant de créer de nouvelles infrastructures.
- Planifier les besoins en matériel de transports permettant la mise en œuvre de la politique des transports afin de permettre à l'industrie d'adapter son appareil de production (on aura besoin de moins d'avions, de moins d'automobiles, de moins de poids lourds, de plus de vélos, de plus de bus et minibus, de plus de trains et de wagons de marchandises...).
- Développer la recherche publique pour diminuer encore et toujours l'impact environnemental des transports.

Nous engageons dès à présent une mobilisation sur la nécessaire reconversion de secteurs entiers de l'activité économique ; en fonction notamment de leur impact néfaste sur notre environnement et de leur faible utilité sociale. A ce titre, les mesures gouvernementales du plan d'urgence concernant la reconversion de certains salariés apparaissent à des années lumières des besoins.

- L'emploi

Le gel des périodes d'essai, dont la fin a été multipliée par 2,5 comparativement à l'an dernier qui sont détournées de leur finalité et qui viennent grossir le rang de celles et ceux qui perdent leur emploi en raison de la pandémie.

- Contre la précarité

Un plan de lutte contre la précarité, avec l'arrêt des recours abusifs à des CDD, à l'intérim et aux auto-entrepreneurs, la réintégration dans les collectifs de travail des fonctions externalisées, le passage en CDI des CDD, un vrai plan de titularisation des précaires dans la fonction publique, un alignement des droits des précaires sur ceux des personnes en CDI dans le privé et sur ceux des fonctionnaires dans la fonction publique.

- Contre le chômage

L'abrogation de la loi de destruction de l'assurance chômage et du décret contrôle des chômeurs de décembre 2018,

L'instauration d'une année blanche, donc le report d'un an, jusqu'à l'été 2021, de tous les droits de l'ensemble des chômeurs/ses, suivant ce que les intermittent·es du spectacle ont gagné.

Une réforme de l'assurance-chômage permettant l'indemnisation de 100 % des chômeuses/eurs au moins au niveau du SMIC.

Maintien à 100% des salaires en cas de chômage partiel ou d'inter-contrat jusqu'à fin de la pandémie, y compris pour boîtes d'intérim, par un complément de l'employeur.

- Les rémunérations, salaires

Plus largement, il s'agit également de réduire les inégalités de revenus (revenus d'activité, revenus du capital, revenus de remplacement) et de niveaux de vie (soit après impôt et redistribution sociale). Ceci suppose par conséquent d'agir sur plusieurs fronts, outre la revalorisation du salaire minimum : déterminer un salaire maximum, mettre en place une fiscalité suffisamment progressive sur l'ensemble des revenus et des patrimoines, revaloriser la redistribution sociale avec notamment par la revalorisation des minima sociaux et renforcer les services publics ainsi que la protection sociale.

Face à l'aliénation de la croissance perpétuelle, pilier du capitalisme, qui nous entraîne dans la course à la consommation et à la surproduction, nous devons engager le débat permettant de dissocier le revenu de la production, de dissocier les notions de « reconnaissance » et de « capacité de consommation », en ne considérant pas la rémunération comme une « récompense » mais comme le moyen garantissant à chacun de vivre décemment.

- Les conditions de travail

Le renforcement de la protection de la santé et de la sécurité sanitaire au travail, ce qui passe entre autre par la défense des CHSCT là où ils existent, leur rétablissement là où ils ont été

supprimés, le renforcement des moyens et des règles pour protéger la santé des travailleurs/ses.

Reconnaissance automatique en accident du travail ou de service, des contaminations sur le lieu de travail, suivi médical, pour les personnes contaminées par le Covid-19 ou présumées l'être sur le lieu de travail.

Chacun-e, dans son travail, son quotidien, avec parfois des drames à affronter, a pu mesurer durant cette crise l'importance des questions sociétales, systémiques et leur implication dans ce que l'on a eu à affronter au quotidien.

Les impératifs de l'urgence sanitaire ne doivent pas se traduire par une accentuation de la dégradation des conditions et de l'organisation du travail sous prétexte de sauvegarde des dividendes des actionnaires. Le port du masque et les mesures de nécessaire précaution sanitaire doivent être pris en compte comme des éléments de pénibilité supplémentaires, nécessitant un aménagement du temps de travail. Réduire le temps de travail sans perte de salaire et sans flexibilisation, avec des créations d'emplois correspondants, est pour nous au cœur de la réponse.

- Sur le handicap

Oublié-es de cette crise sanitaire, les personnes en situation de handicap ont, une fois de plus, subi la double peine rencontrée tout au long de leur parcours.

Chaque personne, quelle que soit sa singularité doit trouver sa place, au travail, dans la société et dans l'action syndicale. L'investissement massif pour l'inclusion est un défi de solidarité que nous devons relever.

- Les retraites

Le maintien de la retraite par répartition, à 60 ans et à 75%, des départs anticipés à 55 ans pour pénibilité et des régimes spéciaux. Le retour à 37,5 annuités de cotisations pour une retraite pleine, la disparition de toutes les décotes et aucune retraite inférieure au smic.

- Les services publics

La défense et le développement des services publics utiles socialement avec les moyens nécessaires au niveau des emplois permanents et des financements.

La mise en ordre de marche des outils collectifs de la société, en particulier des services publics. Suite à la crise sanitaire, l'attention du plus grand nombre sera naturellement portée sur l'hôpital public, l'accès au soin, l'enseignement et l'éducation, sur la capacité de recherche médicale, peut-être la refonte de l'expertise publique. Mais il ne saurait être oublié que c'est l'ensemble des services publics qui sont l'expression de la solidarité de notre société et son meilleur rempart contre les crises et la désorganisation.

Egalité de traitement, péréquation tarifaire entre métropole et territoires ultra-marins sur toutes les prestations de service public et biens de première nécessité.

- La Socialisation

Socialisation de l'industrie pharmaceutique, de la recherche à la production.

- Sur la dette

Il n'est pas question de nous faire payer "la dette Covid". Pas question que les Etats continuent de financer les dividendes des actionnaires sur le dos des salarié·e·s en leur accordant des aides financières sans contreparties sociales et écologiques. L'annulation de la dette s'impose. La transformation sociale que porte Solidaires depuis plusieurs années pourrait prendre encore plus de sens pour un nombre grandissant dans la population .

- Les violences et répressions

La lutte contre les violences policières et les logiques de répressions patronales et gouvernementales.

ARTICULER LES LUTTES

Le syndicat est un outil de défense et d'émancipation des travailleuses et des travailleurs. Il s'est principalement développé pour défendre les intérêts de la population qui n'a que le travail comme moyen de subsistance et qui subit l'exploitation capitaliste. L'action du syndicat s'inscrit donc clairement dans le cadre de la « lutte des classes ». Mais d'autres systèmes de domination sont à l'œuvre et qui interagissent, ce qui rend indispensable de réfléchir pour agir sur l'ensemble de ces systèmes. L'outil syndical doit contribuer à briser l'ordre social hiérarchisé par les systèmes de domination capitaliste, patriarcale ou raciste.

Les luttes internationales féministes en particulier le refus des violences faites aux femmes et du patriarcat ont créé des dynamismes de lutte sans précédents. Les luttes LGBTQI+, anti-racistes ou contre les discriminations liées à la religion réelle ou supposée principalement musulmane et juive réaffirment ce refus des dominations. Ces dominations sont des constructions sociales. Elles doivent être expliquées, dénoncées, pour pouvoir les déconstruire, notamment en mettant en évidence les conséquences pour les personnes qui les subissent et les avantages que représente le fait de ne pas les subir. Au-delà des victimes directes des discriminations, les luttes contre toutes les dominations bénéficient à l'ensemble des travailleuses et des travailleurs.

La question écologique est devenue cruciale dans la lutte contre le capitalisme destructeur de la planète. Ce système basé sur l'exploitation des ressources et des populations provoque un changement climatique qui mène à une crise sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Ces luttes pour de réels changements agrègent maintenant de nouveaux militants et nouvelles militantes parmi les plus jeunes. Il est indispensable que notre union syndicale et ses équipes militantes, après les tentatives des dernières années, fassent de ces questions une priorité de formation et d'implication dans les luttes.

Nous cherchons dans notre combat syndical à articuler l'ensemble de ces luttes essentielles pour construire une société débarrassée de l'exploitation, des discriminations liées à des systèmes de domination, capable de sortir du productivisme et réfléchir et de décider de sa production et de sa consommation en harmonie avec les écosystèmes.

Notre syndicalisme est un outil collectif d'émancipation dont doivent pouvoir s'emparer toutes les personnes discriminé·e·s, y compris dans nos rangs. Il doit faire bouger les choses en rendant visible ce qui souvent ne l'est pas. Chacun·e d'entre nous peut porter des *a priori*, des stéréotypes qui sont l'héritage de l'histoire des sociétés humaines et/ou de la propagande capitaliste qui défend son système et des idéologies dominantes qui visent à la conforter. Ils peuvent avoir des spécificités par pays : ainsi le colonialisme français (dans ses différents régimes politiques successifs y compris la république) a des conséquences sur ce qu'est le racisme aujourd'hui. Nous devons, mettre en lumière pour mieux les déconstruire les systèmes de domination et d'aliénation (sexe, "race", orientation sexuelle, classe..) et aller de l'avant pour inventer un monde nouveau.

La violence policière et les pratiques racistes de l'Etat banalisent la déshumanisation des migrant·es et des personnes victimes de racisme. A titre d'exemple, durant le confinement, la Seine-Saint-Denis a concentré, à elle seule 10% des contrôles effectués sur l'ensemble du territoire français. Les violences issues de la répression au nom de la sécurisation des quartiers populaires et des frontières européennes menacent toute mobilisation sociale.

Solidaires doit donc être aux côtés des victimes de violences policières et se joindre aux mobilisations dénonçant la répression policière : à l'instar des travailleurs et des travailleuses sans-papiers et de ceux et celles qui se sont mobilisé·es après la mort de George Floyd aux Etats-Unis au mois de juin en bravant de surcroît les interdictions de manifester.

Solidaires dénonce les comportements racistes, l'impunité des policier·es, l'utilisation d'armes et de techniques qui peuvent être mortelles et soutient la régularisation de tou·tes les sans-papiers. Notre union syndicale doit renforcer ses liens et son activité en direction de ces secteurs militants. Cette articulation des luttes nécessite aussi un développement de nos réseaux à l'échelle internationale sur ces problématiques.

POUR L'EMANCIPATION, REFLEXIONS SUR LA SOCIALISATION ET L'AUTOGESTION

Nous écrivions en 2017 à notre précédent congrès : "Solidaires défend l'appropriation, la socialisation, la démocratisation des moyens de travail, de production, de vie, des biens communs".

Ces moyens de changer la société, nous continuons de les avoir comme boussole. Ils posent une alternative de fond dans la période. Notre syndicalisme de transformation sociale n'est pas une utopie irréaliste : nous le développons dans nos luttes quotidiennes, dans nos pratiques. Nous cherchons à déterminer un maximum de biens communs qui doivent échapper au marché au nom de l'intérêt général.

La crise sanitaire a rappelé qu'une société est une entité collective, elle ne fonctionne pas sans des constructions collectives appelées usuellement services publics. A l'inverse du désengagement croissant de l'Etat et de la mise à mort systématisée des services publics, Solidaires revendique la socialisation des corps indispensables au fonctionnement d'une démocratie. Ainsi l'ensemble des professions et des acteurs liés directement aux secteurs de productions, d'activités et de services vitaux tels que l'habitat, l'éducation, l'agro-alimentaire, la

médecine, la justice, l'énergie, les moyens de communication et d'information, le transport, etc... seront intégrés dans les domaines des services publics. Des caisses socialisées organiseront la production et la répartition de cette dernière en fonction des besoins, déterminés démocratiquement.

Nous ne faisons pas de fétichisme sur les mots mais ils doivent servir d'indicateurs et des références communes. Ils permettent de se situer et de clarifier les projets syndicaux. La socialisation est une réappropriation des outils de production ou des biens produits par les personnes qui produisent, qui travaillent, qui en ont besoin ou qui sont d'une façon ou d'une autre concernées. Elle se différencie de la nationalisation (ou étatisation) qui met la propriété et le contrôle dans les mains de l'Etat, et parfois sans objectif social. Elle intègre une dimension démocratique supplémentaire qualifiée d'autogestion. Ce qui guide l'idée autogestionnaire c'est que toute personne doit pouvoir décider de ce qui l'impacte, la concerne. Pour autant, Solidaires ne propose pas de projets de société clefs en main. Nous avons comme horizon une société d'émancipation. Plusieurs voies peuvent être empruntées. Dans ce sens, l'autogestion est une des voies à suivre et qui peut s'imaginer à différentes échelles. A l'échelle d'un collectif de travail, il s'agit de l'idée que les personnes qui travaillent décident de la façon dont s'organise le travail. Au-delà du collectif de travail propre à l'entreprise ou au service, l'autogestion se comprend également comme la définition démocratique par la collectivité et la population de ses besoins et de la façon d'y répondre. L'auto-organisation et la démocratie dans nos luttes doivent être également réaffirmée puisque c'est le seul moyen de maintenir la maîtrise du mouvement par les grévistes.

Nous décidons de poursuivre la réflexion dans nos syndicats et Solidaires locaux sur ces sujets. La crise sanitaire nous a montré que nous avons besoin à court terme de disposer d'un projet concret d'organisation qui permette un mode de fonctionnement de nos secteurs et de nos territoires qui soient sous le contrôle des travailleuses et travailleurs et de la population. Ce projet doit prendre en compte les dimensions écologiques, égalitaires, féministes et antiracistes. C'est une réflexion qui part du réel, en questionnant le lien et l'utilité sociale, qui concerne aussi bien les services publics, que les structures associatives et que les entreprises. Il faut envisager les interactions entre secteurs, les circuits d'échanges et de productions du local à l'international et réciproquement. Dans ce sens, nous construisons une alternative au système capitaliste et à des rapports sociaux où les inégalités et les discriminations sont nombreuses.

Pour prendre le chemin de l'autogestion, le travail local des équipes militantes auprès des collègues est primordial. Des victoires modestes obtenues collectivement démontrent qu'il est possible de s'approprier ensemble nos cadres de travail.

LUTTER COLLECTIVEMENT POUR GAGNER

La recherche de l'unité va être d'autant plus nécessaire dans la période que les attaques et les crises gagnent en ampleur. Il convient donc de construire l'unité syndicale partout où cela est possible, en évitant tout sectarisme qui pourrait nuire à nos luttes. Ceci est valable y compris pour Solidaires.

Nous ne sommes pas naïfs ni naïves : les choses ne se feront pas en un jour il n'y a pas « d'alliés naturels » dans un tel combat, et des « syndicats » vont au contraire défendre le système actuel. Nous devons travailler à toutes les échelles avec les structures syndicales et associatives, les

collectifs, avec lesquels nous trouvons des points d'accords sur les positions les plus importantes et les pratiques dans la période.

La question d'éventuelles initiatives communes avec les forces politiques qui partagent les idées que nous portons va forcément se poser dans les années à venir. Nous pouvons évidemment travailler ensemble au coup par coup. Les initiatives ne seront envisageables que dans le cadre d'un strict respect de l'indépendance des mouvements sociaux par rapports aux élections politiques et aux positions partisans. Le syndicalisme joue un rôle politique, en toute autonomie ; il n'a pas à sous-traiter cet aspect à des organisations par nature, différente du syndicat.

Si l'unité syndicale et l'action unitaire ne sont pas une solution magique à la crise du syndicalisme et ne doivent pas se faire à n'importe quel prix, elles doivent néanmoins continuer à être impulsée mais elles doivent également être réfléchies, discutées et débattues dans nos structures aussi bien qu'avec les autres organisations syndicales avec lesquelles nous travaillons. Nous avons mis dans nos statuts que notre organisation était un outil et pas une fin en soi. Dans un tel chamboulement et fort de nos expériences précédentes, il n'est sans doute pas inutile d'avoir ce principe en tête. Même si c'est l'objet d'une longue histoire, de positionnements théoriques et de pratiques quotidiennes différentes, nous continuons de penser que la division syndicale n'est pas une bonne chose : elle affaiblit notre camp social face à un pouvoir politique et économique plus fort et plus uni qui sait mettre de côté ses divergences pour mieux nous exploiter. Il faut prendre en compte les difficultés et les problèmes que l'unité syndicale peut poser en reconnaissant qu'elle n'est parfois pas possible, en dehors d'actions communes ponctuelles, dans certains secteurs professionnels.

Comme nous le faisons depuis des années, notre stratégie de lutte doit s'articuler à la fois sur l'impulsion de mobilisations syndicales dans l'unité mais également sur les mobilisations avec le mouvement social. Le plan de sortie de crise cosigné par des associations citoyennes et de organisations syndicales en est l'illustration mais c'est le cas également de mobilisations pour l'environnement et plus récemment le soutien aux gilets jaunes, la lutte contre les violences policières, pour la défense et le soutien des premiers de corvées, les défilés des sans culottes le 14 juillet. Nous devons poursuivre inlassablement le travail de conviction de nos partenaires syndicaux de la nécessité d'unir toutes les forces et les luttes émancipatrices qui s'opposent au libéralisme et à la marchandisation de nos vies.

La crise sanitaire, sociale et politique liée à la pandémie est mondiale. Le capitalisme aussi. L'internationalisme est un principe de base du syndicalisme ; il doit être une de ses réalités. Le développement du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, en lien avec ce qui se fait dans plusieurs secteurs professionnels, est nécessaire.

Dans la continuité de notre travail au sein de ce réseau syndical international, nous discuterons de nos travaux sur la gestion de la pandémie dans les administrations et entreprises avec nos partenaires en France et envisagerons de voir comment nous pouvons aborder le futur ensemble, y compris via des rapprochements et des campagnes communes.

IMPOSONS UN AUTRE Avenir

La crise actuelle nous le confirme quotidiennement : il y a urgence à rompre avec le système capitaliste. L'urgence a fait dérailler le quotidien. Nous sommes à la croisée des chemins. Nous pouvons dépasser les luttes défensives que nous connaissons pour passer à l'offensive.

Notre boussole est claire : celle d'une transformation sociale en profondeur, d'une économie sous le contrôle de la population fondée sur la redistribution et le partage de la richesse et le développement des liens et outils de solidarité d'une société démocratique et écologiste qui met fin aux discriminations et dominations. Pour y arriver nous allons continuer les actions concrètes avec à l'ensemble des travailleuses et aux travailleurs, y compris privée d'emploi et/ou de papiers.

Nous allons continuer à lutter contre la crise sociale et la pauvreté qui explosent en construisant et en renforçant des liens et des actions avec des associations qui agissent notamment sur le terrain de l'aide au logement et à l'alimentation. Nous allons participer à développer localement des initiatives pour compenser les manquements prévisibles de l'Etat dans ces domaines, vis à vis des plus précaires, en s'appuyant sur l'auto-organisation des populations.

Nous construisons un syndicalisme inventif, capable d'agir et de s'adapter rapidement, qui n'a pas peur de prendre des initiatives, comme l'ont montré la mise en place du numéro vert pendant le confinement ou l'attaque et la victoire « d'un petit syndicat » contre la multinationale Amazon. Notre syndicalisme se construit à toutes les échelles. Il n'est pas pyramidal : ce sont les syndiqué.es qui le construisent et qui déterminent ses orientations. Nous piochons de façon pragmatique dans l'ensemble de la palette d'actions disponibles pour construire le rapport de force nous voulons changer les choses concrètement. Nous cherchons à nous adresser et à convaincre le plus grand nombre de l'utilité du projet de Solidaires, d'un syndicalisme de classe, de masse, de lutte et de transformation sociale.

Notre syndicalisme reste un outil indispensable dans la période pour construire le rapport de force nécessaire. Nous allons nous atteler à développer Solidaires et à défendre le plus largement possible nos positions, sans sectarisme, en développant des alliances larges avec le mouvement syndical et les organisations du mouvement social.

L'Union syndicale Solidaires mènera une campagne à long terme pour la défense et la reconquête des services publics. Cette campagne pourrait s'imaginer autour d'actions et de mobilisations allant à la rencontre des citoyen·nes. Cela peut se décliner par des journées d'actions nationales mais aussi locales et de la rédaction de cahiers revendicatifs. Cela pourrait s'articuler aussi par un document pédagogique sur les services publics du XXIème siècle et par des formations auprès des agent·e·s publics. Toute cette campagne se ferait avec le renforcement de nos engagements dans les structures existantes (par exemple Convergences). Nous devons lancer une campagne syndicale et interprofessionnelle, donc dans un maximum de secteurs, pour remettre sur le devant de la scène les métiers utiles socialement avec des revendications sur les salaires, l'égalité Femme/Homme, les conventions collectives, le temps de travail... Une telle campagne doit intégrer un volet syndicalisation.

Solidaires et les organisations qui la composent s'engagent à mettre en place les outils nécessaires à l'expression d'un projet alternatif de société. Toutes et tous ensemble, contre les projets des capitalistes, poursuivons le combat pour un autre avenir.

Annexe

Le plan de sortie de crise

Le plan est composé de grandes parties découpées en objectifs et en mesures (pour voir dans le détail ce qu'elle contiennent, ainsi que les éléments de contexte, voir l'intégralité du plan là : <https://solidaires.org/Plus-Jamais-ca-34-mesures-pour-un-plan-de-sortie-de-crise>)

Signataires du plan : Action Aid, Alternatiba, ANV-COP 21, Attac, CGT, Confédération paysanne, Convergence nationale des services publics, Droit Au Logement, Fondation Copernic, FSU, Greenpeace France, Notre Affaire à Tous, Les Amis de la Terre, Oxfam, Reclaim Finance, Union syndicale Solidaires, UNEF, UNL, Youth for Climate France, 350.org

Partie 1. LES CONDITIONS POUR UN DÉCONFINEMENT ASSURANT LA SÉCURITÉ SANITAIRE, LA DÉMOCRATIE ET LES DROITS FONDAMENTAUX

Objectif 1 : Garantir à toutes et tous les mesures de protection et de prévention

Mesure 1 : La gratuité des masques et l'accès aux tests pour toutes et tous

Mesure 2 : Un plan d'urgence pour l'hôpital public

Mesure 3 : Un plan contre les violences faites aux femmes

Mesure 4 : Garantir la sécurité au travail

Objectif 2 : Assurer la sécurité sanitaire en renforçant les droits démocratiques et individuels

Mesure 5 : La levée de l'État d'urgence sanitaire

Mesure 6 : Le renforcement des droits des travailleuses et des travailleurs

Mesure 7 : Pour les droits des femmes et contre le sexisme

Mesure 8 : Pour les droits des étranger·ères et personnes incarcérées

Partie 2. RÉPONDRE À LA CRISE SOCIALE, ICI ET AILLEURS

Objectif 3 : Du travail pour toutes et tous

Mesure 9 : Hausse des salaires

Mesure 10 : Le maintien des droits pour les intermittent·es, l'indemnisation des chômeur·euses

Mesure 11 : La réduction et le partage du temps de travail

Mesure 12 : L'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font du profit

Mesure 13 : La revalorisation immédiate des salaires et des carrières des femmes

Objectif 4 : Garantir la satisfaction des besoins essentiels

Mesure 14 : Pour la création d'emplois dans l'agriculture

Mesure 15 : Pour un droit garanti au revenu et à la protection sociale pour toutes et tous

Mesure 16 : Pour l'accès à une alimentation de qualité pour toutes et tous

Mesure 17 : Pour l'accès et le droit au logement de qualité pour toutes et tous

Objectif 5 : Pour une réelle solidarité internationale

Mesure 18 : Engager des annulations de dettes des pays les plus pauvres

Mesure 19 : Pour un fonds d'aides internationales

Mesure 20 : La mutualisation des savoirs et des brevets pour garantir l'accès mondial à l'innovation et la coopération sur les biens médicaux

Mesure 21 : Pour la souveraineté alimentaire pour tous les peuples

Partie 3. L'« ARGENT MAGIQUE » EXISTE : IL SUFFIT D'ALLER LE CHERCHER AU BON ENDROIT

Objectif 6 : Reprendre le contrôle sur le monde de la finance et la dette publique

Mesure 22 : Pour une politique monétaire et prudentielle au service des besoins sociaux et environnementaux

Mesure 23 : Réguler les activités bancaires

Objectif 7 : Plus de justice fiscale

Mesure 24 : Pour une imposition plus juste et progressive des revenus et du patrimoine

Mesure 25 : Lutter efficacement contre la fraude et l'évasion fiscale

Mesure 26 : Renforcer la taxation des transactions financières

Mesure 27 : Supprimer les niches fiscales inutiles et les exonérations nocives pour le climat, la biodiversité et la lutte contre les inégalités

Partie 4. POUR UNE RECONVERSION ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE DES ACTIVITÉS

Objectif 8 : Accompagner durablement la reconversion

Mesure 28 : Une loi pour soumettre les entreprises à l'Accord de Paris et interdire les dividendes climaticides

Mesure 29 : L'arrêt des soutiens publics aux acteurs polluants

Mesure 30 : Accompagner la reconversion via des systèmes de formation et d'enseignement-recherche renouvelés

Objectif 9 : Transformer nos modes de production, de mobilités et de consommation

Mesure 31 : Stopper toutes les négociations et finalisations d'accords de commerce et d'investissement

Mesure 32 : Repenser les mobilités

Mesure 33 : Une loi pour bâtir une économie de sobriété

Mesure 34 : Un plan de transition sociale et écologique de l'agriculture et de l'alimentation